

B MEDIA EXPORT 2011

Société pour le Financement
de l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle

CONSTITUTION PAR OFFRE AU PUBLIC

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS	2
1. FACTEURS DE RISQUE	3
2. RAISON SOCIALE	3
3. OBJET SOCIAL	3
4. FONDATEUR	3
5. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	3
6. ADMINISTRATION - DIRECTION - CONTRÔLE - STRUCTURE DE FONCTIONNEMENT	5
7. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES	6
8. FISCALITÉ	6
9. CESSIION DES ACTIONS	6
10. RENSEIGNEMENTS SUR LA SOFICA B MEDIA EXPORT 2011	7
11. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ÉMISSION DES ACTIONS	8
12. INFORMATION DES ACTIONNAIRES	8
13. PERSONNE RESPONSABLE DU PROSPECTUS	9

STATUTS	11
---------------	----

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

(Article 212-8 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

AVERTISSEMENT

Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus.

Toute décision d'investir dans les titres financiers de la **SOFICA B MEDIA EXPORT 2011** qui font l'objet de l'offre au public doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire.

Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction, et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-42 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

A. CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMETTEUR

B MEDIA EXPORT 2011 est une société anonyme, de droit français, qui sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris, dont le siège social est situé 23 rue des Jeûneurs, 75002 Paris ('**SOFICA BME 2011**').

SOFICA BME 2011 a pour objet le financement en capital d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées dans les conditions prévues par la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 modifiée et ses textes d'application.

La durée de **SOFICA BME 2011** est fixée à dix (10) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de Paris, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

À la date du présent prospectus, le capital social est de 4.000.000 euros. Il est divisé en quarante mille (40.000) actions de cent (100) euros chacune, de même catégorie, libérées intégralement.

B. INSTRUMENTS FINANCIERS CONCERNÉS

- Émission d'actions

SOFICA BME 2011 envisage de procéder à l'émission de quarante mille (40.000) actions de cent (100) euros chacune, de même catégorie, libérées intégralement. Cette émission se fera par offre au public de titres financiers. Les actions de la société seront nominatives et souscrites en numéraire. Toute souscription devra porter sur un minimum de 50 actions. Les souscriptions et versements seront reçus au siège social de la Société, chez Banque Leonardo (France), ou tout autre établissement mandaté à cet effet et habilité au placement non garanti par l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés chez BNP Paribas Securities Services (France).

- Raison et utilisation du produit de l'émission

Le produit de l'émission permettra à **SOFICA BME 2011** de prendre des participations dans des œuvres et sociétés de production cinématographiques et audiovisuelles dans le cadre de la réglementation applicable aux **SOFICA**.

SOFICA BME 2011 s'engage à réaliser au minimum 10% de ses investissements par souscription au capital de sociétés de production cinématographique ou audiovisuelle.

- Fiscalité

Les souscripteurs potentiels devront consulter leurs propres conseillers fiscaux et/ou juridiques pour déterminer et/ou vérifier le régime fiscal et/ou juridique qui leur est applicable pour la souscription et la cession des actions de **SOFICA BME 2011**.

C. RISQUES PRÉSENTÉS PAR L'ÉMETTEUR ET LES INSTRUMENTS FINANCIERS CONCERNÉS

Les souscripteurs sont invités à prendre en considération :

- les risques juridiques et les risques de modification réglementaire ;
- les risques liés à l'activité de l'émetteur qui s'exerce dans un domaine présentant un caractère aléatoire.

L'attention des souscripteurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques ci-dessus n'est pas exhaustive et que d'autres risques, non connus à la date du présent prospectus, sont susceptibles de survenir et d'avoir un effet défavorable sur **SOFICA BME 2011**, son activité ou sa situation financière.

SOFICA BME 2011 attire l'attention du public :

- sur le fait qu'avant de souscrire, l'investisseur doit s'assurer que ce produit correspond à sa situation fiscale ;
- sur le fait que les souscripteurs ne bénéficient d'aucune garantie de rachat de leurs actions et que **SOFICA BME 2011** supportera outre des frais de gestion annuels une commission de surperformance variable à l'issue de sa cinquième année d'existence et qui est décrite au paragraphe 7.3 b (Frais de gestion) du prospectus. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces frais pourront être prélevés même en cas de perte pour les investisseurs.
- sur le fait que B MEDIA MANAGEMENT, fondateur de **SOFICA BME 2011**, envisage de détenir au minimum trois (3) actions de la société, soit 0,0075% du capital au terme de la présente offre au public ;
- sur les caractéristiques générales du placement en actions de **SOFICA**.

Il s'agit d'un placement à risque dont le rendement potentiel doit être apprécié en tenant compte des avantages fiscaux. Il est rappelé que les sommes versées en vue de la souscription en numéraire au capital d'une **SOFICA** donnent droit à une réduction d'impôt sur le revenu des personnes physiques à hauteur de 36% majorée à 43% du montant souscrit, dans la double limite de 25% du revenu net imposable et 18.000 € par foyer fiscal, lorsque la **SOFICA**, comme c'est le cas de **SOFICA BME 2011**, s'engage à réaliser au minimum 10% de ses investissements par souscription au capital de sociétés de production cinématographique ou audiovisuelle.

Il s'agit d'un placement dont la durée de blocage sera en principe, s'il n'y a pas de marché secondaire, égale à la durée de vie de la société, soit 10 ans, sauf dissolution anticipée qui ne pourra intervenir qu'avec l'accord du Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'Etat à compter d'une durée minimale de 5 ans. Les possibilités pratiques de cession sont limitées.

Avant le délai de cinq (5) ans à compter de la souscription des actions, les actionnaires peuvent céder leurs titres mais perdent alors les avantages fiscaux accordés par la loi.

L'existence d'un marché des actions obtenu par admission des titres à la cote de l'Euroliste de NYSE EURONEXT, dépendra de la rentabilité potentielle de **SOFICA BME 2011** dans un secteur dont la rentabilité est aléatoire. De plus, du fait de l'absence d'avantage fiscal pour l'acheteur de second rang, l'acquéreur initial ne peut être assuré de trouver un acheteur.

Dans le cas d'une exploitation déficitaire, la **SOFICA** ne peut modifier ses résultats, par l'exercice d'une activité autre que la participation à la production ou à la réalisation d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, sans encourir le risque d'avoir à payer une indemnité égale à 25% de la fraction du capital qui n'a pas été utilisée conformément à son objet social.

La loi a précisé qu'en cas de dissolution anticipée de la **SOFICA**, à sa seule initiative,

le Ministre du Budget, des Comptes Publics, et de la Réforme de l'Etat pouvait ordonner la réintégration des sommes déduites dans le revenu ou les résultats imposables au cours de l'année ou de l'exercice au cours desquels elles auront été déduites. En conséquence, une dissolution anticipée de la SOFICA ne peut être envisagée qu'avec l'accord du Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'Etat.

1. FACTEURS DE RISQUE

Les souscripteurs sont invités à prendre en considération les risques suivants :

- les risques juridiques et les risques de modifications réglementaires qui pourraient affecter les modalités d'investissements des SOFICA dans des oeuvres qui bénéficient d'agréments de production en France.
- les risques liés à l'activité de **SOFICA BME 2011**, en tant que société pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle, dont les revenus résultent en partie du succès aléatoire des oeuvres financées. Les investissements sont effectués sur la base d'estimations de recettes réalisées par les experts du Comité d'Investissement en collaboration avec les éventuels mandataires d'exploitation des films concernés. Ces estimations ne sauraient en aucun cas constituer des engagements contractuels.

L'émetteur attire l'attention des souscripteurs :

- sur le fait que la liste des risques ci-dessus n'est pas exhaustive et que d'autres risques, non connus à la date du présent prospectus, sont susceptibles de survenir et d'avoir un effet défavorable sur **SOFICA BME 2011**, son activité ou sa situation financière ;
- sur le fait que les souscripteurs ne bénéficient d'aucune garantie de rachat de leurs actions et que **SOFICA BME 2011** supportera outre des frais de gestion annuels une commission de surperformance variable à l'issue de sa cinquième année d'existence et qui est décrite au paragraphe 7.3 b (Frais de gestion) du prospectus. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces frais pourront être prélevés même en cas de perte pour les investisseurs.

Il s'agit d'un placement à risque dont le rendement potentiel doit être apprécié en tenant compte des avantages fiscaux. Il est rappelé que les sommes versées en vue de la souscription en numéraire au capital d'une SOFICA donnent droit à une réduction d'impôt sur le revenu des personnes physiques à hauteur de 36% du montant souscrit, dans la double limite de 25% du revenu net imposable et 18.000 € par foyer fiscal. Ce taux de 36% est porté à 43% pour les souscriptions au capital de SOFICA réalisant au minimum 10% de leurs investissements sous forme de souscription au capital des sociétés de production cinématographique et audiovisuelle.

Il s'agit d'un placement dont la durée de blocage sera en principe, s'il n'y a pas de marché secondaire, égale à la durée de vie de la société, soit 10 ans. Les possibilités pratiques de cession sont limitées.

Avant le délai de cinq (5) ans à compter de la souscription des actions, les actionnaires peuvent céder leurs titres mais perdent alors les avantages fiscaux accordés par la loi.

L'existence d'un marché des actions obtenu par admission des titres à la cote de l'Euroliste de NYSE Euronext, dépendra de la rentabilité potentielle de SOFICA BME 2011 dans un secteur dont la rentabilité est aléatoire. De plus, du fait de l'absence d'avantage fiscal pour l'acheteur de second rang, l'acquéreur initial ne peut être assuré de trouver un acheteur.

L'activité des SOFICA s'exerce dans un domaine présentant un caractère aléatoire, en conséquence, la rentabilité potentielle du placement résulte avant tout de la politique de gestion de chaque SOFICA.

Dans le cas d'une exploitation déficitaire, la SOFICA ne peut modifier ses résultats, par l'exercice d'une activité autre que la participation à la production ou à la réalisation d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles, sans encourir le risque d'avoir à payer une indemnité égale à 25% de la fraction du capital qui n'a pas été utilisée conformément à son objet social.

La loi a précisé qu'en cas de dissolution anticipée de la SOFICA, à sa seule initiative, le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'Etat

pouvait ordonner la réintégration des sommes déduites dans le revenu ou les résultats imposables de l'année ou de l'exercice au cours desquels elles ont été déduites. En conséquence, une dissolution anticipée de la SOFICA ne peut être envisagée qu'avec l'accord du Ministre du Budget, des Comptes Publics, et de la Réforme de l'Etat.

2. RAISON SOCIALE

La société a pris la dénomination de **B MEDIA EXPORT 2011**.

3. OBJET SOCIAL

La société a pour objet exclusif le financement en capital d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles. Elle exerce son activité selon les modalités et dans les conditions définies à l'article 40 de la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 modifiée et de ses textes d'application.

A cette fin, la société devra effectuer ses investissements soit par versement en numéraire réalisé par contrat d'association à la production, soit par la souscription au capital de sociétés ayant pour activité exclusive la réalisation d'oeuvres prévues par la loi.

Enfin, la société pourra exercer toute activité qui ne serait pas contraire à la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 et à ses textes d'application.

4. FONDATEUR

La société est fondée par B MEDIA MANAGEMENT, société par actions simplifiée au capital de 6.000 euros dont l'objet social est le conseil en investissements à toutes personnes physiques ou morales dans le domaine de la production audiovisuelle et cinématographique, située au 23 rue des Jeûneurs, 75002 Paris et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris le 4 février 2011, sous le numéro 530 019 173 RCS Paris, qui envisage de détenir 3 actions ('BMM').

B MEDIA MANAGEMENT est détenue par B MEDIA FINANCE, société par actions simplifiée au capital de 457.500 euros, dont le siège social est situé au 23 rue des Jeûneurs 75002 Paris et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 529 639 304. B MEDIA FINANCE contrôle par ailleurs BACKUP FILMS, société par actions simplifiée au capital de 38.000 euros, dont le siège social est situé au 23 rue des Jeûneurs 75002 Paris et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 441 593 076. B MEDIA FINANCE, B MEDIA MANAGEMENT et BACKUP FILMS constituent ensemble le groupe de sociétés BACKUP MEDIA.

Le GROUPE BACKUP MEDIA a été constitué en 2011, après la création de BACKUP FILMS en 2002. Le GROUPE BACKUP MEDIA est animé par une équipe de 12 personnes et a participé au financement du développement, de la production, ou de la distribution de 385 oeuvres, en tant que gérant ou en tant que mandataire conseil en financement de projets cinéma / audiovisuel à l'international, mettant en œuvre des moyens inédits au service des films tout au long de leur vie.

5. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

5.1 Objectifs d'investissement

SOFICA BME 2011 envisage de réaliser ses investissements conformément à l'article 238 bis HG du CGI, en bénéficiant de certains droits et notamment en visant à :

- maximiser le retour sur fonds investis ;
- obtenir une rémunération optimale de ces fonds jusqu'à leur récupération ;
- optimiser l'intéressement aux recettes de ces films afin de rémunérer le risque consenti.

Dans ce cadre, **SOFICA BME 2011** prendra des participations :

- dans des oeuvres en langue française pour 80% de ses investissements au maximum ;
- dans des oeuvres européenne coproduites par la France pour 10% de ses investissements au minimum ;
- dans des productions audiovisuelles de fiction pour 5% de ses investissements au minimum ;

- dans des sociétés de production cinématographique ou audiovisuelle pour 10% de son capital social au minimum et 25% au maximum, notamment dans une société dédiée à la coproduction et au codéveloppement d'œuvres entrant dans le champ de la réglementation applicable aux SOFICA.

Aucun des investissements réalisés par SOFICA BME 2011 ne fera l'objet d'adossement.

5.2 Critères d'investissement

(a) Présélection des œuvres par le Conseil Expert de SOFICA BME 2011

La présélection des productions dans lesquelles SOFICA BME 2011 est susceptible d'investir est confiée à BMM qui met à sa disposition les compétences et l'expérience acquises par son équipe et ses dirigeants dans l'industrie des médias au cours de neuf années d'activité au sein du GROUPE BACKUP MEDIA, notamment fondateur et gérant des SOFICA COFICUP et COFANIM depuis 2005. BMM met à disposition de SOFICA BME 2011 ses moyens et ses instruments de veille concernant les projets de productions, instruments pilotés par Monsieur David Atlan-Jackson, associé fondateur du GROUPE BACKUP MEDIA en charge de l'acquisition de projets. Cependant, cette présélection effectuée par BMM ne préjuge en rien de la décision du Comité d'Investissement quant aux productions dans lesquelles SOFICA BME 2011 investit.

La présélection par BMM des œuvres dans lesquelles SOFICA BME 2011 est susceptible d'investir en association à la production se fonde sur les critères suivants :

- les talents impliqués notamment dans la réalisation et l'interprétation ;
- l'expérience, le sérieux et la capacité du producteur à livrer la production dans les délais requis et suivant les critères de qualité et de financement auxquels il s'est engagé ;
- la structuration financière existante et les recettes cédées aux tierces parties au financement ;
- la conformité de la durée et du format des productions aux standards et modes d'exploitation généralement utilisés sur les marchés internationaux ;
- le caractère universel des thèmes abordés dans les productions ;
- le délai séparant l'investissement du commencement de l'exploitation internationale ;

(b) Sélection des œuvres par le Comité d'Investissement de SOFICA BME 2011

Les décisions d'investissement de SOFICA BME 2011 sont prises par un comité réunissant les membres du Conseil d'Administration de SOFICA BME 2011 et un panel d'experts qualifiés et reconnus (formant ensemble le Comité d'Investissement de SOFICA BME 2011 tel que défini au paragraphe 6.2 ci-après).

Le Comité d'Investissement de SOFICA BME 2011 se réunit en session environ toutes les six semaines à compter de la constitution de SOFICA BME 2011 et autant de fois que nécessaire. À l'occasion de chaque session, il peut choisir un certain nombre de projets de productions parmi 5 à 10 projets de films présélectionnés par BMM.

La procédure de sélection se déroule de la façon suivante :

- M. Atlan-Jackson, administrateur de SOFICA BME 2011 et ayant réalisé la présélection des productions soumises aux délibérations du Comité d'Investissement, présente les œuvres au Comité d'Investissement, organise les débats et est secrétaire du Comité d'Investissement sans disposer de droit de vote ;
- les membres du Comité d'Investissement évaluent ensuite l'opportunité éventuelle d'une prise de participation dans chacun des projets de production en se basant sur les mêmes critères que ceux ayant motivé la présélection par BMM, sériés au 5.2.(a) ;
- les membres du Comité d'Investissement évaluent ensuite le potentiel commercial des productions présélectionnés sur les différents marchés, en se fondant principalement sur les éléments artistiques et financiers à leur disposition et en confrontant ces éléments à leurs expertises respectives du marché ;
- le Comité d'Investissement définit enfin le cas échéant, le montant d'investissement et les conditions d'association minimales que BMM sera

chargé de négocier dans le cadre d'une prise de participation de SOFICA BME 2011 dans les productions sélectionnées.

Lorsque BMM présente au Comité d'Investissement un projet de production pour lequel BACKUP FILMS dispose d'un mandat de représentation, elle présente son intérêt lié avant toute délibération du Comité d'Investissement et les membres du Comité d'Investissement liés à BACKUP MEDIA quittent la salle pendant les délibérations et le vote concernant ledit projet. Enfin, SOFICA BME 2011 ne pourra en tout état de cause s'associer au-delà de 30% de son enveloppe globale d'investissement à des projets pour lesquels BACKUP FILMS bénéficie d'un mandat de représentation et à la condition expresse qu'un tiers investisseur à la production dudit projet ait préalablement transmis au producteur une offre ferme d'investissement à des conditions d'association équivalentes.

(c) Critères et procédure des décisions d'investissement au capital de sociétés de production

La sélection des dossiers d'investissement dans des sociétés de production dans lesquelles SOFICA BME 2011 est susceptible d'investir est confiée à BMM qui met à sa disposition ses compétences et son expérience acquises au cours de neuf années d'activité dans l'industrie cinématographique et audiovisuelle au sein de BACKUP MEDIA.

SOFICA BME 2011 investira, pour un montant compris entre 10% et 25% de ses investissements, au capital de sociétés de production audiovisuelle et cinématographique dédiées à la coproduction et au codéveloppement d'œuvres entrant dans le champ d'application de l'agrément délivré par le Président général du Centre national du Cinéma et de l'Image Animée. Les décisions d'investissement de cette société seront prises par le mandataire social de ladite société, sur proposition d'un comité réunissant un administrateur de SOFICA BME 2011 lié à BACKUP MEDIA et un panel d'experts qualifiés et reconnus, se réunissant autant de fois que nécessaire. BMM est en charge de la mise en œuvre des décisions d'investissement de cette société. Les experts qualifiés indépendants sont nommés intuitu personae, selon la répartition suivante :

- un(e) producteur(rice) indépendant(e) ;
- un(e) personnalité ayant une activité au sein d'un établissement bancaire spécialisé ;
- un(e) personnalité ayant une activité liée à l'acquisition au sein d'un télédiffuseur payant.

Les experts qualifiés indépendants seront indépendants des intervenants liés à la SOFICA, il n'existe aucun conflit d'intérêts potentiel à leur nomination. Si un expert qualifié indépendant était amené à prendre des fonctions entraînant un conflit d'intérêt potentiel avec SOFICA BME 2011 ou sa filiale, il devrait immédiatement démissionner du comité d'investissement de la société filiale de SOFICA BME 2011.

(d) Répartition des risques

Conformément à l'art. 40 de la loi du 11 juillet 1985, les prises de participation de SOFICA BME 2011 dans des films par contrat d'association à la production ne pourront excéder 50% du coût des productions concernées. Aucun investissement de SOFICA BME 2011 n'est adossé. En contrepartie de ses prises de participation dans des productions, SOFICA BME 2011 acquiert, jusqu'à complet recouvrement du montant actualisé de son investissement, la propriété de certains droits à recettes de ces productions. Il s'agit de recettes reversées à SOFICA BME 2011 par les agents de vente, distributeurs en salle, vidéo, V&D ou organismes de télévision. Ces recettes sont nettes des commissions d'intervention et éventuels frais engagés par les agents de vente et/ou les distributeurs en France pour exécuter leurs missions. En tout état de cause, SOFICA BME 2011 s'interdit de s'associer à la production d'une œuvre si les droits à recettes acquis en association à la production jusqu'à récupération de son investissement, portent sur moins de 50% des recettes internationales de l'œuvre sauf si SOFICA BME 2011 dispose, jusqu'à récupération de son investissement, de droits à recettes majoritaires sur l'exploitation de l'œuvre en France. Pour l'ensemble de ses prises de participation dans des productions, après complet recouvrement de son investissement, SOFICA BME 2011 réduit

sa quote-part de droits à recettes à un pourcentage dépendant du niveau de son investissement et du niveau de risque consenti.

SOFICA BME 2011 investit dans un minimum de 10 productions et prévoit de limiter ses prises de participation dans des oeuvres à un montant de 1.000.000 euros par production au maximum.

La souscription de **SOFICA BME 2011** au capital de sociétés de production dédiées à des prises de participation en co-développement ou en coproduction ne pourra pas excéder 25% de ses investissements. Au plus tard après sa cinquième année d'existence, **SOFICA BME 2011** cèdera sa ou ses participations. En l'absence de cessionnaire à cette date, la société cible devra s'engager à acquérir la participation de **SOFICA BME 2011** dans son capital pour un montant calculé sur la base de l'actif net de la société et qui sera déterminé, sur la base des comptes annuels, en accord avec le Commissaire aux comptes de la société et de **SOFICA BME 2011**.

(e) Modalités de contrôle

SOFICA BME 2011 se dote de procédures et de moyens de contrôle de la production et de l'exploitation des œuvres auxquelles elle s'associe. Le contrôle de la production et de l'exploitation est effectué par **BMM**, laquelle pourra faire appel à tout prestataire dans le cadre de sa mission de gestion des investissements de **SOFICA BME 2011**, notamment pour auditer et contrôler les comptes d'exploitation des productions.

La mission de contrôle de la production concerne :

- la collecte des contrats d'auteur, de coproduction et d'association à la production, des mandats de distribution, l'identification des nantissements et garanties concédés par la production et vérification de leur inscription aux Registres du Cinéma et de l'Audiovisuel (RCA) ;
- la vérification de la faisabilité des oeuvres au regard de leur devis, de leur plan de financement et de leur structure de production (prestataires, collaborateurs de production et de création, et de manière générale, solutions de fabrication) ;
- la vérification de la souscription effective des polices d'assurances nécessaires à la production ;
- la vérification du planning de production et du respect des délais de fabrication et de livraison des productions.

La mission de contrôle de l'exploitation concerne :

- l'obligation de communication à **SOFICA BME 2011** de l'ensemble des mandats d'exploitation consentis ou des droits cédés par les producteurs contractants ;
- la vérification de la notoriété et des compétences de tous les mandataires d'exploitation ;
- l'agrément par **SOFICA BME 2011** des conditions de tout mandat d'exploitation consenti ou de toute cession de droits d'exploitation par le producteur à un distributeur ou à un agent de vente, à l'origine des droits à recettes acquis par **SOFICA BME 2011** (qui doit prévoir une procédure de contrôle des coûts d'exploitation, une obligation de reddition de comptes au minimum annuelle comportant un état détaillé des cessions de droits, encaissements, dépenses et justificatifs afférents sur la période) ;
- les modalités suivant lesquelles **SOFICA BME 2011** pourra encaisser les produits à lui revenir notamment auprès de tous mandataires d'exploitation, seule et directement ou via un organisme assermenté chargé de collecter les produits d'exploitation des oeuvres et de les redistribuer aux ayants droit suivant un accord multipartite reprenant les dispositions des contrats relatifs à la production et à la distribution, sans cependant être mandaté pour agir en recouvrement des sommes dues aux ayants droits.

6. ADMINISTRATION - DIRECTION - CONTRÔLE STRUCTURE DE FONCTIONNEMENT

6.1 Organes de direction

La société est administrée par un Conseil d'Administration qui comportera au minimum 3 membres. Les premiers administrateurs proposés au vote de l'Assemblée Générale constitutive sont les personnes physiques et morales suivantes :

- **BMM**, Conseil Expert de **SOFICA BME 2011**, représentée par Monsieur David Atlan-Jackson, Président de **BMM** ;
- Monsieur Joël Thibout, qui administre la plupart des **SOFICA** de **BACKUP MEDIA** ;
- un administrateur indépendant, qui sera soit un actionnaire de **SOFICA BME 2011** détenant au minimum 0,25% du capital social et qui aura candidaté avant la réunion de l'Assemblée Générale constitutive ou, à défaut, un représentant d'un des intermédiaires et établissements financiers ayant participé à la levée de fonds.

Le Président Directeur Général et, le cas échéant, le Directeur Général Délégué seront nommés par le conseil d'administration qui suivra l'Assemblée Générale constitutive de **SOFICA BME 2011**. Le Président pressenti est Monsieur Joël Thibout.

6.2 Structure de décision

Les décisions d'investissement seront prises par le Comité d'Investissement composé de 6 membres, comprenant les 3 membres du Conseil d'Administration et 3 personnalités qualifiées désignées par le Conseil d'Administration. Sont pressenties les personnalités suivantes :

- Madame Carole Baraton, Directrice des Ventes Internationales pour la société **Wild Bunch** ;
- Madame Cécile Gaget, Directrice des Ventes Internationales pour la société **Gaumont** ;
- Monsieur Laurent Vallet, Directeur Général de l'Institut pour le Financement du Cinéma et des Industries Culturelles.
- Ainsi que deux suppléants appelés à délibérer lorsque sont identifiés des risques de conflits d'intérêts entre **SOFICA BME 2011** et les personnalités qualifiées membres du Comité d'Investissement. Sont pressenties les personnes suivantes :
 - Monsieur Camille Neel, directeur des Ventes Internationales pour la société **Le Pacte** ;
 - Monsieur Nicholas Kaiser, Responsable des Ventes Internationales pour la société **Memento Films International**.

6.3 Structure de fonctionnement et de gestion

SOFICA BME 2011 ne dispose d'aucun personnel propre. **SOFICA BME 2011** fait appel à des prestataires de service pour son fonctionnement et sa gestion :

- Service des titres : **BNP Paribas Securities Services (France)** ;
- Direction générale, Conseil Expert, gestion administrative, comptable et financière : **B Media Management (BMM)**.

6.4 Contrôleur légal des comptes

SOFICA BME 2011 sera contrôlée par un contrôleur légal des comptes titulaire et un contrôleur légal des comptes suppléant. Ont été pressentis sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale constitutive :

- Commissaire aux comptes titulaire : **ERNST & YOUNG** et Autres
Représenté par M. Bruno Perrin, Associé
41 rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
- Commissaire aux comptes suppléant : **AUDITEX**
Représenté par M. Pierre Jouanne, Président
11 allée de l'Arche, 92037 Paris La Défense Cedex

6.5 Commissaire du gouvernement

Un Commissaire du Gouvernement est désigné par arrêté du Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'État. Son rôle consiste à s'assurer de la régularité des opérations effectuées par **SOFICA BME 2011**. Il n'a à se prononcer ni sur la gestion, ni sur l'opportunité des décisions prises.

7. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES

7.1 Rentabilité prévisionnelle :

La rentabilité potentielle d'un placement en actions de **SOFICA BME 2011** doit s'apprécier au regard de :

- l'avantage fiscal dont bénéficie le souscripteur, dans les limites du

paragraphe 8 ci-dessous ;

- la durée de blocage du placement ; et
- le montant des sommes qui seront récupérées par le souscripteur à sa sortie de **SOFICA BME 2011**, montant qui sera directement lié à la rentabilité des investissements réalisés et aux modalités de sortie.

Compte tenu de la particularité du secteur d'activité, l'émetteur n'a pu établir de compte prévisionnel de résultats. Cependant, **SOFICA BME 2011** visera à réduire les risques encourus et maximiser la rentabilité potentielle pour le souscripteur par une diversification des investissements et une gestion très rigoureuse des frais à sa charge, notamment des frais de gestion.

7.2 Placement des fonds non investis

En application du décret n°85-982 du 17 septembre 1985 et du décret n°2010-13 du 6 janvier 2010, **SOFICA BME 2011** pourra placer ses disponibilités en comptes productifs d'intérêts durant la période de réalisation de ses investissements, si la créance correspondante est liquide et dans les limites autorisées par la réglementation.

De même, les produits de ses investissements seront placés sur des comptes productifs d'intérêts.

7.3 Frais de fonctionnement

(a) Organe de direction

Il n'est pas envisagé d'attribuer initialement aux membres du Conseil d'Administration un montant annuel global de jetons de présence. Aucune rémunération destinée au Président du Conseil d'Administration n'est prévue.

(b) Frais de gestion

SOFICA BME 2011 supportera les charges de fonctionnement suivantes :

- les frais divers de fonctionnement comprenant notamment, les frais d'Assemblées Générales, de gestion de titres et d'expertise comptable et les frais de contrôleur légal des comptes, de publicité et de publication légale, les impôts et taxes (non compris l'impôt sur les sociétés), estimés à 20.000 euros HT (23.920 euros TTC) par an ;
- les frais de gestion courante administrative et financière, du suivi de la production et de l'exploitation et du contrôle des recettes réalisés par BMM, estimés à 40.000 euros HT (47.840 euros TTC) par an ;

soit un total de 60.000 euros hors taxes (71.760 euros TTC) par an, correspondant à 1,8% du capital social de **SOFICA BME 2011** si celui-ci est intégralement souscrit.

SOFICA BME 2011 supportera en outre au cours du premier exercice, notamment au titre des frais de premier établissement, les charges exceptionnelles suivantes :

- une commission de placement destinée aux intermédiaires financiers, évaluée à 3% du capital social levé, soit 120.000 euros TTC si celui-ci est intégralement souscrit ; les frais de centralisation APE des titres, les charges liées à l'opération et les frais de constitution, évalués à 80.000 euros HT (95.680 euros TTC) ;
- les frais de réception et de présélection des films, de négociation et de rédaction des contrats et d'expertise conseil sur les mandats de commercialisation des films réalisés par le Conseil Expert, évalués à 40.000 euros HT (47.840 euros TTC).

SOFICA BME 2011 versera en outre à BMM une rémunération dépendant de la performance des investissements réalisés par **SOFICA BME 2011**. Cette rémunération complémentaire, prélevée en une fois après la dissolution de **SOFICA BME 2011** _ soit au minimum après cinq années d'existence _, sera proportionnelle au montant total des encaissements bruts (c'est-à-dire avant imputation des charges de fonctionnement décrites ci-dessus) réalisés en contrepartie de ses investissements, et calculée comme suit :

- sur la tranche des encaissements bruts inférieure à 85% du montant nominal des investissements : 0% du montant total de la tranche ;
- sur la tranche des encaissements bruts comprise entre 85 et 110% du montant nominal des investissements : 10% du montant total de la tranche ;
- sur la tranche des encaissements bruts supérieure ou égale à 110% du

montant nominal des investissements : 20% du montant total de la tranche. Pour l'appréciation de ces seuils, l'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que le montant des encaissements bruts visés ci-dessus se définit comme le chiffre d'affaire généré par les droits à recettes acquis en contrepartie des investissements de **SOFICA BME 2011**, et ne comprend pas les charges fixes de fonctionnement représentant 1,8% par an du capital si celui-ci est souscrit dans son intégralité, soit un total de 9% du capital si celui-ci est souscrit dans son intégralité, à l'issue de la cinquième année d'existence de la **SOFICA BME 2011**, ni les frais de premier établissement qui seront imputés à **SOFICA BME 2011** et affectent la rentabilité potentielle du placement. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces frais pourront être prélevés même en cas de perte pour les investisseurs.

7.4 Politique d'affectation des bénéfices

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'ils sont approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire, l'existence d'un bénéfice, celle-ci décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer. Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence après déduction des amortissements et des provisions le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé au moins 5% pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement est obligatoire jusqu'à ce que la réserve légale atteigne le dixième du capital social.

8. FISCALITÉ

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal décrit ci-dessous est applicable. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un simple résumé du régime fiscal applicable et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel

8.1 Avantages fiscaux accordés aux souscripteurs - Cas de remise en cause.

(a) Avantages fiscaux

Les sommes effectivement versées en vue de la souscription en numéraire du capital social d'une SOFICA, agréée par le Ministère en charge du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'Etat :

- sont déductibles à hauteur de 36% de l'impôt sur le revenu des personnes physiques fiscalement domiciliées en France dans la double limite de 25% du revenu net imposable et 18.000 € par foyer fiscal. Ce taux de 36% est porté à 43% pour les SOFICA qui réalisent au minimum 10% de leurs investissements sous forme de souscription au capital des sociétés de production cinématographique et audiovisuelle ;
- peuvent faire l'objet, dès l'année de réalisation de l'investissement, d'un amortissement exceptionnel de 50% pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés.

(b) Cas de remise en cause des avantages

- En cas de cession par une personne physique de tout ou partie des actions dans les cinq ans de leur acquisition, le montant des sommes initialement déduites est ajouté au revenu net global de l'année de cession.
- Les actions doivent revêtir la forme nominative. Une même personne ne peut, directement ou indirectement, avant l'expiration d'un délai de cinq années à compter du versement effectif de la première souscription au capital de la SOFICA, détenir directement ou indirectement plus de 25% de ce capital. Les droits détenus indirectement dans une SOFICA s'entendent de ceux détenus :
 - par l'intermédiaire d'une chaîne de participations. Exemple : Monsieur X détient 80% du capital d'une société qui détient elle-même 20% du capital d'une SOFICA : détention indirecte de 80% x 20% = 16% ;

- par des personnes physiques ou morales ayant des liens de nature à établir une communauté d'intérêt.
- III. Si les actions sont inscrites au bilan d'une entreprise relevant de l'impôt sur le revenu, ces titres ne peuvent faire l'objet, sur le plan fiscal, d'une provision pour dépréciation.
- IV. Dissolution anticipée ou réduction de capital de la SOFICA.
En cas de dissolution anticipée de la SOFICA ou de réduction de son capital, le Ministre en charge du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'Etat peut ordonner la réintégration des sommes déduites au revenu net global ou au résultat imposable de l'année ou de l'exercice au cours desquels elles ont été déduites.
- V. Infraction au caractère exclusif de l'activité de la SOFICA.
Dans l'hypothèse où la SOFICA n'aurait pas pour activité exclusive le financement en capital d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles dans les conditions prévues par la loi du 11 juillet 1985 et ses décrets d'application et, en particulier si elle place plus de 10% de ses disponibilités en compte productif d'intérêts (cette limite étant appréciée en moyenne sur la durée de l'exercice), elle est passible d'une indemnité égale à 25% de la fraction du capital qui n'a pas été utilisée de manière conforme à son objet, et ce sans préjudice de l'application de l'article 1756 du Code Général des Impôts. L'agrément peut être retiré, pouvant entraîner la remise en cause des avantages fiscaux.

8.2 Régime fiscal applicable aux actions de SOFICA

(a) Régime fiscal des actions

- Les actions des SOFICA ne peuvent être détenues dans un P.E.A. pour éviter un cumul d'avantages fiscaux.
- Les actions souscrites par les personnes morales non soumises à l'impôt sur les sociétés ne sont pas déductibles du revenu net global des associés.
- Les actions inscrites au bilan d'une entreprise relevant de l'impôt sur le revenu ne peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation.
- Les actions souscrites par les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent faire l'objet d'un amortissement exceptionnel de 50% du montant des souscriptions.

(b) Régime fiscal applicable aux dividendes

Les dividendes versés par les SOFICA sont imposables dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers selon le régime de droit commun.

(c) Régime applicable aux plus-values de cession

I. Personnes physiques

Les plus-values de cession des actions de SOFICA réalisées par les personnes physiques sont imposables selon les textes en vigueur au moment de la cession des dites actions.

II. Personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés

Les plus-values réalisées et moins-values subies lors de la cession des actions d'une SOFICA sont incluses dans le résultat soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun

(d) Relevé à joindre à la déclaration de revenus ou de résultats

Le souscripteur doit joindre à la déclaration de revenus ou de résultats de l'année au titre de laquelle il sollicite la déduction ou pratique l'amortissement exceptionnel, ainsi que celle où il aura cédé les actions souscrites depuis moins de cinq ans, un relevé qui doit être établi par la SOFICA, sur papier libre, conformément à un modèle fixé par l'administration et délivré pour chaque actionnaire. Ce relevé comprend :

- l'identification de la SOFICA ;
- l'identité et l'adresse de l'actionnaire ;
- le montant du capital agréé et la date de l'agrément ;
- le nombre et les numéros des actions souscrites, le montant et la date de souscription ;
- la quote-part du capital détenu par le souscripteur ;
- la date et le montant des versements effectués au titre de la souscription des actions ;

- le cas échéant, le nombre et les numéros des actions cédées par l'actionnaire ainsi que le montant et la date des cessions.

Lorsque les actions cédées au cours d'une année ont été souscrites depuis moins de cinq ans par le cédant, la SOFICA doit adresser le relevé ou un duplicata de celui-ci avant le 31 mars de l'année à la Direction des Services Fiscaux du domicile du cédant.

L'actionnaire doit se tenir informé de toute modification du régime fiscal qui pourrait intervenir.

8.3 Régime fiscal de la SOFICA

La SOFICA est soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.

Elle peut toutefois pratiquer un régime particulier d'amortissement des droits à recettes qui sont la contrepartie des versements en numéraire réalisés par contrat d'association à la production. Chaque droit à recettes peut, au choix de la SOFICA, être amorti à compter du premier jour du mois de délivrance du visa d'exploitation :

- soit sur le mode linéaire sur cinq ans ;
- soit de manière dégressive sur cinq ans, à savoir 50% la première année, 20% la deuxième année, et 10% pour chacune des trois années suivantes,
- soit sous toute autre forme à venir et acceptée par la loi.

La SOFICA ne peut en revanche bénéficier du régime fiscal des sociétés à risque défini à l'article 1er de la loi du 11 juillet 1985.

9. CESSION DES ACTIONS

Au titre de la loi du 11 juillet 1985, la cession des titres avant l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de leur souscription fera perdre aux actionnaires personnes physiques les avantages fiscaux dont ils auront bénéficié. Le montant des sommes préalablement déduites sera alors rajouté à l'impôt à payer sur le revenu de l'année de cession.

10. RENSEIGNEMENTS SUR SOFICA BME 2011

Le projet de statuts a été déposé au greffe du tribunal de commerce de Paris le 8 août 2011.

(a) Dénomination sociale

La société a pris la dénomination de **B MEDIA EXPORT 2011**.

(b) Nationalité

La société est de nationalité française.

(c) Adresse du siège social

23, rue des Jeûneurs - 75002 Paris.

(d) Registre du Commerce et des Sociétés

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris.

(e) Code APE

: 652E.

(f) Forme juridique

La société est une société anonyme soumise aux dispositions du Code de commerce et du décret du 23 mars 1967.

(g) Législation particulière

La société est régie par l'article 40 de la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 et ses décrets d'application n°85-982 et 85-983 du 17 septembre 1985.

(h) Date de constitution de la société

La société sera constituée après l'Assemblée Générale constitutive des actionnaires.

(i) Durée de la société

La société sera créée pour une durée de dix (10) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

(j) Montant du capital social

Le capital social est fixé à 4.000.000 euros divisé en 40.000 actions de 100 euros chacune, de même catégorie, libérées intégralement.

(k) Exercice social

Chaque exercice social commence le premier mars de chaque année et se termine le dernier jour du mois de février de chaque année. Par exception, le premier exercice social débutera à la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 28 février 2013.

(l) Assemblée Générale

Tout actionnaire peut participer aux Assemblées, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme, soit d'une inscription nominative à son nom, soit d'un certificat de l'intermédiaire habilité teneur de comptes constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'Assemblée. Ces formalités doivent être accomplies cinq jours au moins avant la réunion.

Chaque action donne le droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, ainsi que le droit d'être informé sur le fonctionnement de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

(m) Autres dispositions statutaires

Conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi n°85-695 du 11 juillet 1985, l'objet de la société décrit dans les statuts est strictement limité à la réalisation des opérations prévues par ce texte.

(n) Établissement qui assurera le service financier de la société
BNP Paribas Securities Services (France).

11. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ÉMISSION DES ACTIONS

(a) Montant de l'émission

4.000.000 euros à libérer entièrement lors de la souscription.

(b) Nombre de titres émis - valeur nominale - prix d'émission

40.000 actions d'une valeur nominale de 100 euros chacune.

(c) Forme des titres

Les actions seront obligatoirement nominatives. L'ensemble des titres de cette émission sera, en vertu de l'article L. 211-4 du Code monétaire et financier, obligatoirement inscrit en comptes tenus par l'établissement qui effectuera le service des titres. Les titres seront inscrits en compte dans un délai d'un mois à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

(d) Souscription minimale

Toute souscription devra porter sur un minimum de 50 actions.

(e) Souscription maximale

En application de la loi n°85-695 du 11 juillet 1985, un même actionnaire ne pourra souscrire ou détenir, directement ou indirectement, plus de vingt-cinq pour cent (25%) du capital de la société, sauf après l'expiration d'un délai de cinq (5) années à compter du versement effectif de la première souscription au capital ou après la perte de l'avantage fiscal prévu par la loi.

(f) Clause d'agrément

Il n'est prévu aucune clause d'agrément dans les statuts.

(g) Produit brut et estimation du produit net

Le produit brut de l'émission représente : 4.000.000 euros

Frais légaux, administratifs et de constitution :

80.000 euros HT (95.680 euros TTC)

Rémunération globale des intermédiaires financiers :

120.000 euros TTC

Le produit net hors taxes est estimé à 3.800.000 euros (3.724.320 euros TTC).

(h) Jouissance des titres nouveaux

Les actions porteront jouissance à partir de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

(i) Prescription des dividendes

Les dividendes non réclamés dans un délai de cinq (5) ans à compter de la mise en paiement seront prescrits. Ils seront, conformément à la loi, versés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

(j) Délai de souscription

Les souscriptions seront reçues à compter du 20 octobre 2010 et jusqu'au 31 décembre 2011 inclus. La période de souscription pourra faire l'objet d'une clôture anticipée sans préavis dès que le montant en capital, fixé à 4.000.000 euros, aura été intégralement souscrit.

(k) Établissement domiciliaire

Les souscriptions seront reçues au siège social ou déposées chez Banque Leonardo (France), ou tout autre établissement mandaté à cet effet et habilité au placement non garanti par l'Autorité de Contrôle Prudentiel où des prospectus et des bulletins de souscriptions seront tenus à la disposition des souscripteurs. Les actions de la **SOFICA BME 2011** pourront être commercialisées par des prestataires de services d'investissement, des conseillers en investissements financiers et des démarcheurs bancaires ou financiers, dans le respect des règles qui leur sont respectivement applicables. Les établissements suivants sont pressentis pour la commercialisation des titres :

- Banque Leonardo

(l) Dépôt des fonds

Les fonds versés à l'appui des souscriptions et la liste des souscripteurs seront déposés chez BNP Paribas Securities Services (France), aux Grands Moulins de Pantin - 9, rue du Débarcadère - 93500 Pantin.

(m) Modalités de convocation de l'Assemblée Générale constitutive

Dès l'établissement du certificat du dépositaire des fonds, il sera procédé à la convocation de l'Assemblée Générale constitutive, huit (8) jours au moins à l'avance, par voie d'insertion d'un avis de convocation publié dans un journal d'annonces légales du département du siège social et au bulletin des annonces légales obligatoires.

L'Assemblée Générale constitutive se réunira au siège social ou en tout autre lieu prévu dans l'avis de convocation, à la date mentionnée dans l'avis de constitution.

(n) Modalités de restitution des fonds

Au cas où le montant des souscriptions reçues n'atteindrait pas le capital minimum prévu de 1.000.000 euros, la société ne pourra pas être constituée. Les fonds seront alors remboursés, sans intérêts ni frais, dans les conditions prévues par la loi dans le délai maximum d'un mois après l'Assemblée Générale constitutive.

La déduction fiscale serait dans ce cas à réintégrer dans le revenu imposable de l'année au cours de laquelle elle a été opérée.

12. INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Tous les renseignements et documents concernant la société sont délivrés aux actionnaires conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Un document d'information annuel, établi conformément aux recommandations de l'Autorité des marchés financiers, est édité et diffusé auprès des actionnaires. Personne responsable de l'information des actionnaires de **SOFICA BME 2011** : M. Joel Thibout (tél : +33 1 47 70 02 34 - jthibout@backupfilms.com).

13. PERSONNE RESPONSABLE DU PROSPECTUS

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Le 14 octobre 2011
B MEDIA MANAGEMENT,
représentée par son Président **Monsieur David Atlan-Jackson**.



VISA DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Par application des articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier, l'Autorité des marchés financiers a apposé sur le présent prospectus le visa n° 11-454 en date du 14 octobre 2011.

Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

La notice légale a été publiée au bulletin des annonces légales obligatoires du 19 octobre 2011.

B MEDIA EXPORT 2011

Société pour le Financement
de l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme, régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet le financement en capital d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées dans les conditions prévues par la loi n°85-695 du 11 juillet 1985, réalisé sous la forme :

- de versements en numéraire dans le cadre d'un contrat d'association à la production permettant d'acquérir un droit sur les recettes d'exploitation d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle agréée (dans les conditions prévues à l'article 238 bis HF du Code Général des Impôts) en limitant la responsabilité du souscripteur au montant du versement ; ou
- de souscription au capital de sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun et qui ont pour activité exclusive la réalisation d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles entrant dans le champ d'application de l'agrément délivré par le directeur général du Centre national de la cinématographie.

Enfin, la Société pourra exercer toute activité qui ne serait pas contraire à la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 et à ses textes d'application.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination de la Société est : **B MEDIA EXPORT 2011**.

Le nom commercial de la Société est : **SOFICA BME 2011**.

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 23, rue des Jeûneurs - 75002 Paris.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à dix (10) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à quatre millions (4.000.000) d'euros.

Il est divisé en quarante mille (40.000) actions de cent (100) euros chacune, de même catégorie, libérées intégralement.

ARTICLE 7 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire sont libérées, lors de la souscription, de l'intégralité de leur valeur nominale en ce qui concerne la souscription au capital initial.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1 / Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 / La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La Société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

1 / Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 / Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

3 / Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS - NUE PROPRIÉTÉ - USUFRUIT

1 / Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 / Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

Les droits non pécuniaires attachés aux valeurs mobilières inscrites en compte joint sont exercés par l'un ou l'autre des co-titulaires dans les conditions déterminées par la convention d'ouverture de compte.

ARTICLE 12 - RESTRICTION DANS LA PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Un même actionnaire ne peut détenir, directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'une chaîne de participations ou par les personnes physiques ou morales qui ont entre elles des liens de nature à établir une véritable communauté d'intérêts), plus de vingt-cinq pour cent (25%) du capital de la Société, sauf après l'expiration d'un délai de cinq (5) années à compter du versement effectif de la première souscription au capital.

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'assemblée générale ordinaire. Ils sont toujours rééligibles. Toutefois les premiers administrateurs seront désignés par l'assemblée générale constitutive.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois (3) années ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations, à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article L. 225-24 du Code de commerce. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 14 - ORGANISATION DU CONSEIL

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique.

Le président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le conseil peut le révoquer à tout moment.

Nul ne peut être nommé président s'il est âgé de plus de soixante-cinq ans. D'autre part, si le président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la prochaine réunion du conseil d'administration.

En cas d'absence du président, le conseil désigne, parmi ses membres, le président de séance.

ARTICLE 15 - DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son président.

Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au président de le convoquer sur un ordre du jour déterminé.

Le directeur général ou le directeur général délégué peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

Uniquement en cas de carence du président du conseil d'administration, le directeur général ou le directeur général délégué ou deux administrateurs au moins, peuvent procéder à la convocation du conseil d'administration et en fixer l'ordre du jour.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, dont la nature et les conditions d'application sont fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Cette stipulation n'est pas applicable pour l'adoption des décisions

prévues aux articles L. 232-1 et L. 233-16 du Code de commerce.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire et qui mentionne le nom des administrateurs réputés présents au sens de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration, le directeur général, un directeur général délégué, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 16 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 / Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

2 / Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

3 / Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

ARTICLE 17 - DIRECTION GÉNÉRALE - DÉLÉGATION DE POUVOIRS

1 / Le président du conseil d'administration organise et dirige les travaux du conseil d'administration, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le conseil d'administration peut limiter les pouvoirs du président, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

Le président a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

La révocation du président peut être décidée à tout moment par le conseil d'administration, toute clause contraire étant réputée non écrite.

2 / La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Le choix entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées à l'alinéa précédent est effectué par le conseil d'administration lors de la désignation de son président. La délibération du conseil d'administration relative aux choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions réglementaires.

Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions du paragraphe 3 du présent article relatives au directeur général lui sont applicables.

3 / Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte

dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

4 / Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général, avec le titre de directeur général délégué.

Le nombre maximum des directeurs généraux délégués ne peut dépasser trois (3) personnes.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Toutefois, les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

5 / Nul ne peut être nommé directeur général ou directeur général délégué s'il est âgé de plus de soixante cinq ans. D'autre part, si le directeur général ou le directeur général délégué en fonction atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Il en est de même, sur proposition du directeur général, des directeurs généraux délégués.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts, sauf lorsque le directeur général assume les fonctions de président du conseil d'administration.

Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

6 / Le conseil peut confier à des mandataires, administrateurs ou non, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer des pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

ARTICLE 18 - RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRÉSIDENT, DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX, DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 / L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Le conseil d'administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

2 / La rémunération du président, celle des directeurs généraux et des directeurs généraux délégués est fixée par le conseil d'administration.

3 / Le conseil d'administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

ARTICLE 19 - COMITÉ D'INVESTISSEMENT

1 / Il est institué un Comité d'Investissement composé de 6 (six) membres, comprenant les 3 (trois) administrateurs et 3 (trois) personnalités qualifiées ainsi que 2 (deux) suppléants, désignées par le conseil d'administration.

2 / Le Comité d'Investissement se réunit environ toutes les six semaines à compter de la constitution de la Société et autant de fois que nécessaire.

3 / Le Comité d'Investissement choisit les projets auxquels la Société va s'associer et définit projet par projet le montant d'investissement et les conditions d'association minimales pour la Société. Pour ce faire, le Comité d'Investissement pourra recourir à un ou plusieurs prestataires de service qui seront désignés par la Société et liés à elle par un contrat de prestation de services et qui assisteront le Comité d'Investissement pour la présélection des projets.

4 / Lors de chaque réunion du Comité d'Investissement, un président sera désigné par les membres en début de séance. Ce dernier disposera d'une voix

prépondérante en cas de partage des voix entre les membres concernant un projet.

5 / Le Comité d'Investissement ne pourra valablement délibérer que si au moins trois (3) de ses membres, dont au moins une personnalité qualifiée, sont présents ou représentés lors de chaque réunion.

6 / Tout membre du Comité d'Investissement peut se faire représenter par un autre membre ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

7 / Tout membre du Comité d'Investissement peut également voter à distance par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233 3 du Code de Commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

La personne intéressée est tenue d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. Ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes, au plus tard le jour du conseil arrêtant les comptes de l'exercice écoulé.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Le Commissaire du Gouvernement est nommé par arrêté du ministre de l'Economie, des Finances et du Budget.

Le Commissaire du Gouvernement peut assister aux séances du conseil d'administration. Il peut se faire communiquer tout document qu'il juge utile à son information. Ses rapports sont communiqués au ministre de la culture.

ARTICLE 23 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions

que les assemblées générales extraordinaires.
Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires.

ARTICLE 24 - CONVOCATION ET LIEU DE RÉUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, soit par les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Elle peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions prévues par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les délais et conditions prévus par les lois et règlements en vigueur. Les convocations de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les convocations doivent mentionner les indications prévues par la loi.

ARTICLE 25 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, ainsi que, le cas échéant, le comité d'entreprise, ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur des modifications de l'organisation économique ou juridique de l'entreprise sur lesquelles le comité d'entreprise a été consulté en application de l'article L 432-1 du Code de travail, l'avis de celui-ci lui est communiqué.

ARTICLE 26 - ACCÈS AUX ASSEMBLÉES - POUVOIRS

Tout actionnaire peut participer aux assemblées, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme, soit d'une inscription nominative à son nom, soit d'un certificat de l'intermédiaire habilité teneur de comptes constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée. Ces formalités doivent être accomplies cinq jours au moins avant la réunion.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter à distance au moyen d'un formulaire de vote par correspondance établi et adressé à la Société par courrier recommandé ou par des moyens électroniques de télécommunication selon les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 27 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Dans les 15 jours précédant la réunion d'une assemblée, tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

ARTICLE 28 - FEUILLE DE PRÉSENCE - BUREAU - PROCÈS-VERBAUX

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 29 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance ou par des moyens électroniques de télécommunication possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance ou par des moyens électroniques de télécommunication dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 30 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance ou par des moyens électroniques de télécommunication possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure dans les délais et conditions prévus par les lois et règlements en vigueur.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance ou par des moyens électroniques de télécommunication dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 31 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier mars et finit le dernier jour de février. Par exception, le premier exercice social débutera à la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 28 février 2013.

ARTICLE 32 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéficiaire, aux

amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan. Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 33 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 34 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois

ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 35 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la Société n'est pas dissoute mais tout intéressé peut demander la dissolution de la Société si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

L'actionnaire entre les mains duquel sont réunies toutes les actions peut dissoudre la Société à tout moment sur simple décision unilatérale.

Si l'actionnaire unique est une personne physique, il doit procéder à la liquidation. La dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique personne morale entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à ce dernier, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 36 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Fait à Paris,

Le

En autant d'exemplaires que requis par la loi.